

Le peuple aura le dernier mot - Crise énergie non

oboli

Voici quelques informations sur la loi du centre-gauche sur le gaspillage de l'électricité, soumise au vote populaire le 18 juin prochain. Bien que nous manquions déjà d'électricité aujourd'hui, cette loi extrême entraînera de facto l'interdiction du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en électricité et des coûts. Selon une étude de l'EPFZ, cette loi fera passer les coûts énergétiques de 3'000 francs aujourd'hui à 9'600 francs par personne et par an !

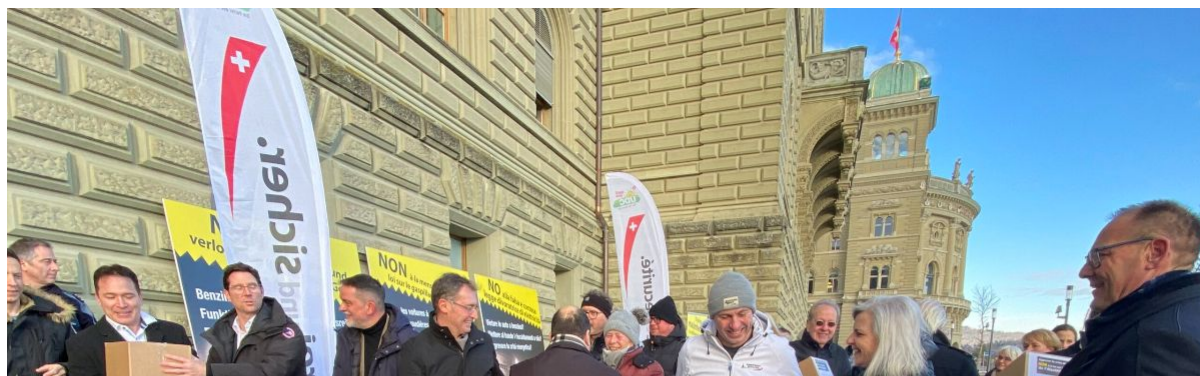
Christian Imark, Conseiller national : la loi sur le gaspillage de l'électricité est une attaque contre la Suisse

Le conseiller national [Christian Imark](#) (SO) conclut qu'**un oui à cette loi aurait des conséquences désastreuses**, notamment pour la place industrielle suisse. Notre prospérité et de nombreux emplois seraient gravement menacés.

Le titre trompeur du centre-gauche

La loi sur le gaspillage de l'électricité est le contre-projet à l'initiative « pour les glaciers » élaboré par l'ancienne conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga. Celle-ci provient des milieux de gauche rose-verte et veut rééduquer la population par des interventions et des interdictions massives. La majorité de centre-gauche a modifié le titre de la loi au dernier moment, avant le vote final au Parlement, et a pondé le titre racoleur de « Loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCl) ». Il s'agit d'une tromperie éhontée qui induit l'électorat en erreur, puisqu'il est clair que cette loi ne renforce pas la sécurité énergétique mais l'affaiblit considérablement.

Le peuple aura le dernier mot

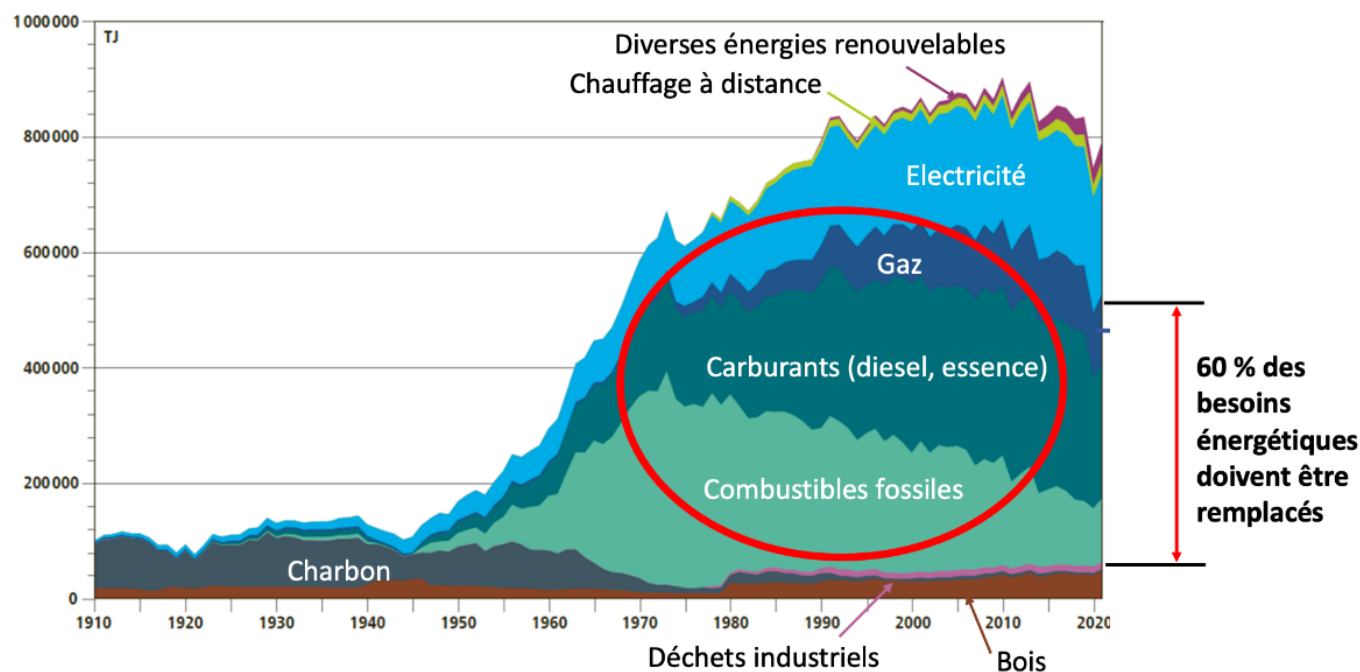




Grâce au succès du [référendum](#) de l'UDC, le peuple pourra voter le 18 juin sur la loi sur le gaspillage de l'électricité. L'UDC a récolté plus de 103'000 signatures, soit plus du double du nombre nécessaires. Cela montre à quel point la population est préoccupée par la menace de la crise énergétique et électrique.

Graphique : L'utopie de la gauche

Besoins énergétiques annuels de la Suisse



Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, 60% des besoins énergétiques devront être compensés ! C'est une utopie impossible à réaliser.

Fake news : un éboulement en Valais utilisé par la propagande climatique

Le conseiller d'Etat valaisan Roberto Schmidt (PCS) utilise l'éboulement de Rarogne pour faire de la propagande climatique ; l'éboulement est supposé démontrer les conséquences du changement

climatique. [En Valais, on se défend contre cette fausse information.](#)

La loi sur le gaspillage de l'électricité dans les médias.

Les Verts continuent de vivre dans un monde parallèle déconnecté de la réalité : ils veulent maintenant arrêter les centrales nucléaires dès 2027. Cela aggraverait massivement la crise énergétique et entraînerait une grave pénurie d'électricité, rapporte le [Tages-Anzeiger](#).

La *NZZ* montre que les exercices d'économie d'électricité de l'Etat n'ont guère d'autre utilité que symbolique. *L'Aargauer Zeitung* décrit ce qui menace les propriétaires avec l'objectif « zéro net » d'ici 2050 : l'assainissement forcé des immeubles coûterait extrêmement cher. « Pour un propriétaire individuel, cela peut rapidement se chiffrer en centaines de milliers de francs. »